

Ford Blanquefort : le site comme les 850 salariés doivent passer à autre chose



C'est confirmé depuis ce lundi avec cette réunion au ministère de l'Economie : le gouvernement entérine la fermeture de l'usine girondine après que Ford a dit "non" à la dernière offre de reprise : 850 emplois sont en sursis.

Par CB Publié le 26/02/2019 à 11:55 Mis à jour le 26/02/2019 à 11:57

A Bercy, la réunion avec les salariés de Ford vient tout juste de s'achever et le ministre de l'Economie prend alors la parole sans cacher son amertume :

Ford ne se comporte pas comme devrait se comporter un grand groupe industriel digne (...)
Nous allons continuer à nous battre et obtenir des compensations financières... Ford paiera !

Pour les organisations syndicales, l'avenir du site de Blanquefort passe maintenant par une intervention de l'Etat qui pourrait nationaliser temporairement le site pour faciliter la reprise.

Selon Philippe Poutou :

C'est une bataille qu'il faut qu'on mène.

Nous ,on dit que le PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi, NDLR), il ne faudrait pas l'homologuer...

C'est un moyen de pression sur Ford (...)

L'usine, il faut la prendre en main.

Ce lundi soir, dans un communiqué Ford dit être conscient des conséquences de sa décision et promet d'offrir toutes les solutions possibles de reclassement aux 850 salariés de Blanquefort.

Ecoutez les explications d'Olivier Prax

(Interviennent dans le sujet : Bruno Le Maire, ministre de l'économie; Philippe Poutou, Délégué CGT Ford Blanquefort; Christian du Tertre, Economiste, Professeur des Universités à Paris Diderot)